CLINIQUE SUR LE PROGRES AUTOUR DU DEVELOPPEMENT DES STRATEGIES INTEGREES DE FINANCEMENT ET DES CADRES D'INVESTISSEMENT POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES

Session organisée dans le cadre de l'atelier de formation en gestion, suivi et évaluation des projets de gestion durable des terres

Dakar, Sénégal

28 janvier 2010

COMPTE RENDU

Mars 2010

TABLE DE MATIERE

TABLE DE MATIERE 2
1. INTRODUCTION 3
2. DEROULEMENT DES TRAVAUX 4
2.1 Présentation introductive 4
2.2 Présentation des études de cas 4
2.3 Travaux en groupe et restitution en plénière 6
2.4 Evaluation et clôture 8
3. ANNEXES 9
3.1 Programme de l'atelier 9
3.2. Liste des participants 11
3.3 Résultats des travaux en groupe 15
3.3.1 Groupe de travail 1 (Burkina Faso, Guinée Bissau, Burundi, RCA) 15
3.3.2 Groupe de travail 2 (Niger, Rwanda, Cameroun, Cap Vert) 16
3.3.3 Groupe de travail 3 (RDC, Sénégal, Guinée Equatoriale) 17

1. INTRODUCTION

Le Centre Régional du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et le Mécanisme Mondial (MM) de la Convention Lutte Contre la Désertification (CCD) ont organisé une session d'échange d'informations et d'expériences sur le développement des stratégies intégrées de financement (SIF) et des cadres intégrés d'investissements (CII) pour la gestion durable des terres (GDT) en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest. La session a été organisée dans le cadre d'une formation en gestion, suivi et évaluation des projets de GDT qui a eu lieu du 25 au 28 janvier 2010 à l'hôtel Les Almadies à Dakar, Sénégal.

L'objectif de la réunion a été d'analyser l'état d'avancement du développement des SIF/CII au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun, au Cap-Vert, en Guinée Bissau, en Guinée Equatoriale, au Rwanda, en République Centrafricaine (RCA), en République Démocratique du Congo (RDC), au Niger et au Sénégal. Ces pays sont appuyés par une multitude de partenaires au développement dans le processus d'élaboration des SIF/CII, y compris

- le projet « Approche-portefeuille ciblée pour le renforcement des capacités et la prise en compte systématique de la gestion durable des sols dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement » (en abrégé : « Approche-portefeuille PMA-PÉID »), cofinancé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et mise en œuvre par le PNUD ; et
- la plateforme de partenariat TerrAfrica.

La session organisée est précédée par plusieurs ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités sur la mobilisation des ressources destinées à la GDT, auxquels les pays ont participé :

- Atelier sous-régional de coopération sud-sud et renforcement des capacités pour l'élaboration de stratégies intégrées de financement de lutte contre la désertification, Praia, Cap Vert, 17 au 20 juin 2008. Le Cameroun, le Sénégal et le Cap-Vert ont participé à cet atelier co-organisé par le MM et le Gouvernement Capverdien.
- Atelier sous-régional sur l'élaboration des stratégies de financement intégrées pour la gestion durable des terres en Afrique Centrale, Libreville, 19-22 mai 2009. Le Burundi, la Guinée Equatoriale, le Rwanda, la RCA et la RDC ont participé à cet atelier, co-organisé par la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), le Gouvernement Gabonais, le MM, le PNUD, le FEM, la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) et TerrAfrica.
- Atelier sous-régional d'échange d'expériences et de partage des connaissances sur les cadres d'investissement et les stratégies intégrées de financement de la gestion durable des terres en Afrique de l'Ouest francophone, Ouagadougou, Burkina Faso, 22-25 juin 2009. Le Burkina Faso et le Niger ont participé à cet atelier co-organisé par le MM, le PNUD, le FEM, TerrAfrica, scop/acp et le CILSS.
- Atelier sous-régional sur le développement des stratégies intégrées de financement, Lisbonne, Portugal, 19-25 juin 2009. La Guinée Bissau a participé à cet atelier co-organisé par le Secrétariat de la Communauté des pays lusophones (CPLP), la FAO et le MM.

Une trentaine des participants ont pris part à cette session, y compris des Points Focaux Nationaux de la CCD, des Coordonateurs Nationaux du projet PMA-PÉID,

des cadre techniques et des représentants du PNUD ainsi que du MM (voir liste des participants, annexe 3.2).

Conformément à son agenda (voir annexe 3.1), la réunion s'est déroulée suivant les articulations ci-après :

- Présentation introductive (MM) ;
- Présentation des études de cas (Burkina Faso, RCA, Cameroun, RDC, Niger) ;
- Travaux en groupe ;
- Restitution des travaux en groupe et discussion plénière ;
- Clôture et évaluation.

2. DEROULEMENT DES TRAVAUX

2.1 Présentation introductive

Dans sa présentation introductive, M Sven Walter, Chargé du Programme du MM, a informé les participants sur les objectifs de la réunion et les conclusions des ateliers sous-régionaux organisés auparavant sur le sujet (voir ci-dessus). Ensuite, il a présenté les activités principales réalisées par les pays dans le cadre du développement des SIF et des CII :

- Renforcement des partenariats sur la GDT ;
- Réalisation des études diagnostiques, notamment aux niveaux technologique, écologique, politique, institutionnel et financier ;
- Elaboration/actualisation des Plans d'Actions Nationaux (PAN) de la CCD, y compris leur alignement au Plan Décennal de la CCD ;
- Elaboration d'une SIF pour la GDT ;
- Elaboration d'un CII.

Il a constaté que chaque pays met l'accent sur un ou plusieurs domaines mentionnés ci-dessus sur la base de son contexte politique.

2.2 Présentation des études de cas

Sur la base de la présentation introductive, les exemples suivants ont été présentés et discutés en plénière :

- « Etablissement d'un partenariat pour la GDT du Burkina Faso – Impulsion de TerrAfrica », par Michel Tankoano, Point Focal National de la CCD au Burkina Faso ;
- « «Le processus d'élaboration du PAN/CCD en RCA », par Ambroise Zanga, Coordonnateur du projet 'Approche-portefeuille PMA-PÉID' en RCA ;
- « Le processus d'élaboration d'une stratégie intégrée de financement pour la mise en œuvre de la LCD/GDT au Cameroun », par M Jacob Fah, Inspecteur de l'Environnement N° 3 du Ministère de l'Environnemen t et de la Protection de la Nature (MINEP) et Assistant du Point Focal CCD au Cameroun ;
- « Le Plan d'investissement à moyen terme de gestion durable des terres et des forêts de la RDC 2010-2014 », par M. Prosper Kalombo Kayembe, Assistant Administratif et Financier du projet 'Approche-portefeuille PMA-PÉID' ;
- « Le développement du cadre stratégique d'investissement national pour la GDT au Niger », par M. Mamadou Mamane, Secrétaire Générale du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification au Niger.

Burkina Faso

M Tankoano a décrit dans sa présentation le processus d'élaboration du Programme de Partenariat pour la GDT (CPP, Country Pilot Partnership), cofinancé par le FEM et appuyé par l'initiative TerrAfrica, qui démarrera en début 2010.

En 2008, une étude a été lancée pour analyser les volets GDT des programmes sous-sectorielles d'investissement du Programme Sectoriel de Développement Rural productif (PROSDRp, programme d'opérationnalisation de la Stratégie de Développement Rural, SDR) afin de faire émerger un cadre de mise en cohérence reflétant une vision thématique en matière de GDT commune et partagée ainsi que des orientations stratégiques préliminaires dans lesquelles les priorités des secteurs sont harmonisés.

Enfin, M Tankoano a présenté la feuille de route pour l'élaboration du Cadre Stratégique d'Investissement (CSI) pour la GDT.

RCA

Le deuxième présentateur, M Zanga, a présenté le processus participatif d'élaboration du PAN/CCD en RCA. Le processus a été basé sur une analyse approfondie des problèmes de la désertification et la dégradation des terres au niveau des provinces ainsi qu'une cartographie des zones dégradées.

Ensuite, il a présenté la structure du PAN/CCD, y compris les causes, les manifestations, les conséquences, le cadre légal, les actions menées et les objectifs. En tant que priorité, le PAN/LCD identifie i) la gestion des ressources naturelles et mode de production ; ii) la lutte contre les aléas climatiques et contraintes environnementales ; ii) la mise en place des mécanismes d'appui à lutte contre la désertification et iii) le suivi et l'évaluation de la lutte contre la désertification.

Cameroun

M Fah a présenté dans son exposé le processus d'élaboration de la SFI pour la GDT au Cameroun. Suite à la validation du PAN/CCD en octobre 2006, plusieurs contraintes ont empêché sa véritable mise en œuvre, y compris la faible mobilisation des ressources financières pour sa mise en œuvre, le niveau limité de participation et de la coordination et la faible intégration de la GDT/CCD dans les principaux processus politiques.

Pour donner une impulsion à la mise en œuvre du PAN/LCD, le Ministère en charge de l'Environnement (MINEP) a initié, avec l'appui du MM, un processus d'élaboration d'une SFI qui devrait permettre i) à court terme, d'utiliser plus efficacement les sources et les instruments existants mais aussi de mobiliser de nouvelles ressources, notamment par la création d'un environnement porteur ; et ii) à moyen-long terme, de contribuer à la mise en place d'un cadre d'investissement facilitant la planification et la réalisation des activités liées à la gestion durable des terres.

Dans ce contexte, M Fah a présenté les activités menées depuis 2008 dans le cadre de l'élaboration de la SFI, y compris la réalisation des études thématiques et l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités sur la mobilisation des ressources pour la GDT qui a également servi pour la validation des rapports thématiques.

RDC

Le processus d'élaboration d'un Plan d'investissement à moyen-terme (PIMT) de gestion durable des terres et des forêts (GDTF) en RDC pour la période 2010-14 a

été présenté par M Kayembe. Ce plan a pour objectif de mettre en place un mécanisme pérenne de mobilisation de ressources financières destinées aux actions de GDTF , de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du programme prioritaire des GDTF retenu, d'intégrer la GDTF dans les stratégies politiques majeures et de développer une plateforme de partenariat des bailleurs favorables à la GDTF.

Le Gouvernement Congolais, avec l'appui du projet PMA-PÉID, a déjà élaboré l'ébauche du PMIT-GDTF et est en train d'identifier les sources de financement pour sa mise en œuvre.

M Kayembe a conclu sa présentation en recommandant d'identifier et de désigner un chef de file GDTF auprès des bailleurs de fonds et d'organiser un cadre permanent de concertation ainsi qu'une table ronde des bailleurs de fonds sur la base d'objectifs précis de mobilisation des ressources.

Niger

Au Niger, l'ébauche du Cadre stratégique d'investissement national pour la GDT (CSI-GDT) est également disponible et devrait être validé lors des prochains mois. M Mame a décrit le processus d'élaboration du CSI dans le contexte de l'opérationnalisation de la SDR et l'élaboration du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), la composante nationale du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Ensuite, il a présenté la structure du CSI-GDT, y compris le contexte et la justification, l'état des lieux et diagnostic, les premiers éléments pour l'identification des investissements prioritaires, le suivi-évaluation, la stratégie de mobilisation des ressources et la stratégie de communication et de renforcement des capacités.

Discussion

Après chaque présentation, des questions ont été posées par les participants pour approfondir les réflexions communes sur les études de cas présentées. Ces questions et discussions en plénière ont touché divers aspects, y compris :

- l'intégration de la GDT dans les processus politiques, notamment les programmes sectoriels avec relevance pour la GDT (e.g. programmes agricoles, développement rural, environnement, forêt) et le PDDAA/PNIA ;
- le renforcement des partenariats fonctionnels autour de la GDT, y compris l'Organe de Coordination de la mise en œuvre de la CCD ;
- la réalisation des études sur les coûts de la dégradation des terres en tant qu'outil pour la sensibilisation des décideurs ; et
- le défi de mobiliser des ressources 'novatrices' pour la GDT, tel que les financements consacrés aux changements climatiques.

2.3 Travaux en groupe et restitution en plénière

Suite à la présentation et la discussion des études de cas, les participants ont établi trois groupes de travail pour aborder les questions suivantes :

- Quels ont été les plus grands succès atteints dans le cadre du processus d'élaboration du CSI/SFI?
- Quels ont été les plus grands défis rencontrés dans le cadre du processus d'élaboration du CSI/SFI??
- Quelles sont vos priorités en 2010 dans le cadre du projet PMA-PIED ou d'un projet d'appui similaire?
- Quels sont vos besoins principaux d'appui technique?

Les résultats complets des travaux en groupe sont présentés dans l'annexe 3.3.

Les plus grands succès préliminaires identifiés ont été la finalisation des PAN/CCD (e.g. en RCA, Rwanda et Guinée Bissau) et le démarrage des processus d'élaboration des CII et SFI qui ont commencé dans la plupart des pays mais qui n'ont pas encore abouti à une adoption d'un CCI/SFI final. De plus, diverses initiatives ont été entreprises pour créer et renforcer des partenariats pour la GDT (e.g. au Burkina Faso et au Niger dans le cadre de TerrAfrica) et pour faciliter l'intégration de la GDT dans les processus politiques.

Les défis majeurs identifiés par les participants incluent la mobilisation des acteurs pour la GDT et la faiblesse des ressources humaines et financières disponibles pour la mise en œuvre des PAN/CCD, des politiques promouvant la GDT ainsi que pour le développement des CCI/SFI.

Les priorités pour 2010 dépendent fortement du contexte national. Dans les pays ou les PAN/CCD ne sont pas encore adoptés, leur adoption est considérée comme priorité. Les autres pays concentrent leurs efforts sur l'avancement de l'élaboration des CCI et SFI qui sont prévus d'être finalisés et adoptés au cours de 2010 dans plusieurs pays (e.g. Niger, Cameroun, RDC).

Les besoins en appui technique exprimés par les participants se focalisent sur le partage d'information entre pays et sous-régions, le processus de développement des CSI-SF, l'intégration de la GDT dans les processus politiques et l'élaboration des outils destinés au plaidoyer et à la communication.

Lors de la restitution des résultats des groupes de travail une discussion vivante s'est développée qui a touché, entre autres, les points suivants :

- La nécessité d'accroître le nombre des réunions pour partager les expériences (succès et défis) dans le cadre de l'élaboration des CCI et SFI.
- L'intégration de la GDT dans les processus politiques est considérée comme une approche cruciale pour mobiliser des ressources additionnelles pour la GDT. Pour mener des activités du 'mainstreaming', il est proposé de bien définir les objectifs et de les préciser à travers des indicateurs clairs en suivant les principes de la gestion axée sur les résultats.
- Le partenariat est considéré comme un préalable pour la mobilisation des ressources et l'élaboration des CCI/SFI. Vu les défis multiformes pour la création, le renforcement et le fonctionnement efficace des partenariats pour la GDT (e.g. à travers un groupe de travail GDT ou le Comité National de Coordination de la CCD), les efforts devraient être renforcés pour appuyer ces partenariats.
- Dans ce contexte il est proposé qu'au niveau national des chefs de file pour la GDT/CCD soient identifiés au niveau du Gouvernement et des partenaires au développement.
- Les faibles capacités dans le domaine de la GDT et la mobilisation des ressources restent une contrainte majeure qui empêche la mise en œuvre efficace des politiques relatives à la GDT/CCD. C'est pourquoi tous les acteurs concernés, au niveau des gouvernements des pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest ainsi que les partenaires au développement doivent appuyer des initiatives de renforcement des capacités.
- Plusieurs pays ont marqué la nécessité de renforcer les activités du plaidoyer pour sensibiliser les décideurs sur l'importance de la GDT pour le développement national. Notamment pour les ministères en charge des finances il semble important de réaliser des analyses des coûts économiques de la dégradation des terres.

- Une stratégie de communication pour la GDT/CCD devrait être élaborée et mise en œuvre pour renforcer la sensibilisation des décideurs politiques et des autres acteurs concernés.
- L'opérationnalisation des PAN/LCD reste un défi dans la quasi-totalité des pays participant à la réunion. Les participants espèrent que la mise en œuvre des CCI/SFI donne une impulsion à la mise en œuvre des PAN/LCD sur la base d'une vision claire pour la GDT qui est partagée par tous les acteurs concernés.
- Au niveau méthodologique, il existe une multitude d'outils et d'approches élaborés par les partenaires de l'initiative TerrAfrica et d'autres acteurs qui peuvent faciliter la mobilisation des ressources pour la CCD et la GDT d'une manière concertée et qui peuvent contribuer à l'alignement des PAN/LCD au Plan Décennal de la CCD. Néanmoins, leur application devrait être adaptée sur la base du contexte spécifique dans chaque pays.
- L'initiative TerrAfrica assure que tous les membres de l'initiative donnent un appui cohérant pour promouvoir la GDT au niveau d'Afrique sub-saharien.

2.4 Evaluation et clôture

Suite à la discussion des résultats des travaux en groupe en plénière, un tour de table a permis à chaque participant d'évaluer la réunion sur la clinique pour le progrès autour du développement des SIF et des CII pour la GDT ainsi que l'atelier de formation en gestion, suivi et évaluation des projets de gestion durable des terres.

Les participants ont remercié les organisateurs pour l'excellente organisation des réunions aux niveaux logistique et technique qui ont créé un environnement favorable et informel pour partager les expériences acquises sur le sujet.

Certains participants ont partagé leur espoir que l'échange d'informations et d'expériences entre les participants puisse continuer (e.g. par email) après la réunion et que des réunions similaires puissent être organisées plus régulièrement.

A la fin de la réunion, chaque participant a reçu une attestation de participation active à l'atelier régional de formation en gestion, suivi et évaluation des projets de gestion durable des terres.

3. ANNEXES

3.1 Programme de l'atelier

25 janvier	**Gestion des projets**
9:00 – 10:30	- Accueil des participants - Mots d'ouverture - Présentation et attentes des participants - Objectifs et programme provisoire de l'atelier à l'atelier - Présentation du contexte - Questions & Réponses
10:30 – 10:45	Pause
10:45 – 13:00	**Module 1. Aperçu des concepts de la Gestion Axée sur les Résultats** - Présentation : La Gestion Axée sur les Résultats - Questions & Réponses - Présentation : Les outils de planification de projets PNUD/FEM
13:00-14:30	Déjeuner
14:30 – 15:45	**Module 2. La chaîne de résultats** - Exercice 1 : Principaux termes de résultats - Présentation : La chaîne des résultats - Exercice 2 : Développer la chaîne des résultats
15:45– 16:00	Pause
16:00 – 17:00	**Module 2. La chaîne de résultats** - Exercice 2 : Compte-rendu du travail des groupes - Question & Réponses
	Evaluation journalière
26 janvier	**Suivi des projets**
9:00 – 9:30	Résumé du Jour 1 Objectifs de la journée
9:30 – 10:45	**Module 3. Le cadre logique** - Présentation : Cadre logique, indicateurs, Moyens de vérification – Hypothèses et risques - Exercice 3 : Compte-rendu du travail de la chaîne de résultats
10:45 – 11:00	Pause
11:00 – 13:00	- Exercice 4 : compte-rendu du travail des groupes
13:00 – 14:30	Déjeuner
14:30 – 15:45	**Module 4. Le suivi et l'évaluation conduisant à l'efficacité** - Présentation – S&E et meilleure efficacité
15:45 – 16:00	Pause
16:00 – 17:00	**Module 4. Le suivi et l'évaluation conduisant à l'efficacité** - Questions & réponses
	Evaluation journalière
18 :00	**COCKTAIL**

27 janvier	**Evaluation des projets**
9:00 – 9:30	Résumé du Jour 2 Objectifs de la journée
9:30 – 10:45	**Module 4. Plan de Suivi et Evaluation, et méthodes de collecte des données** - Présentation : Conception d'un plan de suivi et évaluation - Exercice 4 : Développer le plan de suivi et évaluation des indicateurs
10:45 – 11:00	Pause
11:00 – 13:00	- Exercice 4 : Compte-rendu du travail des groupes
13:00 – 14:30	Déjeuner
14:30 – 15:30	**Module 4. Plan de Suivi et Evaluation, et méthodes de collecte des données** - Comment gérer une évaluation
15:30– 16:30	**Module 5. Participation des parties prenantes et travail en équipe** - Présentation : Développer la dynamique d'équipe pour atteindre un objectif (*Pause-café en salle*)
16:30 – 17:00	- **RECAPITULATIF**: Revue des concepts présentés lors de la formation **Evaluation finale de la session de formation**
17:00 – 17:30	Briefing sur les opportunités potentielles du FEM-5
28 janvier	**Clinique sur le progrès autour du CSI/GDT**
9:00 – 9:45	**Introduction** - Introduction aux CSI/GDT: objectifs, contenus et méthodologie - Rappel des ateliers précédents et des plans de travail élaborés - Objectifs de la clinique du jour
9:45 – 10:45	Rapport des pays qui travaillent déjà sur le CSI
10:45 – 11:00	Pause café
11:00 – 13:00	**Groupes de travail : questions à examiner:** - Problèmes et défis rencontrés - Leçons tirées - Prochaines étapes - Besoins d'appui technique
13:00 – 14:30	Déjeuner
14:30 – 15:30	Restitution des groupes de travail
15:30 – 15:45	Pause-café
15:45 – 17:00	**Table ronde (Mécanisme Mondial UNCCD/PNUD):** - échanges sur les résultats de la clinique et sur les suggestions de besoins d'appui technique
17:00 – 17:30	Prochaines étapes et clôture de l'atelier

3.2. Liste des participants

Pays	Nom et Titre	Institution et adresse	Téléphone	E-mail
Burkina Faso	**Michel TANKOANO** Coordonnateur du CPP	Programme National de Partenariat pour la Gestion Durables des Terres	Tél: +(226) 70 36 15 66	mjtankoano@yahoo.fr
Burundi	**Barnabé MUTERAGIRANWA** Coordonnateur National	Projet de renforcement des capacités pour un gestion durable des terres BURUNDI	Tel: + (257)22 27 42 25 bur. Port: + (257)77 73 37 40	muteragiranwab@yahoo.fr
Burundi	**Marie Rose KABURA** Directeur Général des Forêts et de l'Environnement, Point Focal Lutte contre la Désertification et Directeur National du projet	Min. de l'Environnement, Bujumbura, Burundi		kaburamr@yahoo.fr
Cameroun	**Jacob FAH** Inspecteur de l'Environnement N°3/ Unité d'Inspections de l'Air et de l'Atmosphère (UIAA); Membre du Comté National-Mécanisme pour un Développement Propre (MDP); Membre du groupe de travail du Point Focal National-Convention sur la lutte Contre la Désertification	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature BP: 576 Yaoundé, Cameroun	Port: +(237) 99 66 30 71 Tél: +(237) 22 01 53 26	fahjacq@yahoo.fr
Cap-Vert	**Moussa BARRY** Point focal Environnement du Bureau PNUD	Office of UN Funds and Programmes C.P 62, Praia, Cape Verde	Tel: + (238) 260 96 22 Fax: + (238) 262 10 96	moussa.barry@cv.jo.un.org
Guinée Bissau	**Braima EMBALO** Coordonnateur National	Projet GDT/LCD		braimaembalo@yahoo.fr

Guinée Bissau	**Dauda SAU** Chargé de Programme Environnement	PNUD Guinée Bissau		dauda.sau@undp.org
Guinée Equatoriale	**Crecencio Tamarite CASTONO** Vétérinaire et technicien en suivi des activites dans le cadre du projet Désertification	Ministère de Pêche et de l'Environnement	Tel: + (240) 23 84 95	menezhino@hotmail.com
Italie, Rome	**Sven Martin WALTER**	Mécanisme Mondial de la CCD, Via Paolo di Dono 44, 00142 Rome, Italie	Tél: + (39) 06 5459 2150	s.walter@ifad.org
Niger	**Mamadou MAMANE**	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification		mamane1111@yahoo.fr
Niger	**Yacouba SEYDOU** Coordonnateur du Projet	Coordonnateur du COGERAT		yacoubseybou_yahoo.fr
Niger	**El Hadji Mahamane Mahamane LAWALI** Chargé de Programme Environnement	PNUD-Niger	Cel: (+227) 94 65 15 29 Bur: (+227) 20 73 21 09 Fax: (+227) 20 72 36 30	mahamane.lawali@undp.org
RCA	**Ambroise ZANGA** Coordonnateur de Projet	Projet GDT RCA		ayzanga@yahoo.fr
RCA	**Aline MALIBANGAR** Chargée de Programme Environnement & Energie	PNUD République Centrafricaine	Tel : (+236) 75 50 41 24	aline.malibangar@undp.org
RDC	**Prosper KALOMBO KAYEMBE** Assistant Administratif et Financier du projet MSP	Projet MSP 15,avenue des cliniques, Kinshasa/GOMBE/RD CONGO	Tel. +(243)-818 11 99 44	kalombo_pro@yahoo.fr
RDC	**Charles WASIKAMA,**	PNUD Kinshasa	Tel. +(243)-	charles.wasikama@undp.org

	Chargé de Programme Environnement			
Rwanda	**Raphael RURANGWA** Coordonnateur National	Projet SLM Rwanda	Mob. Mtn +(250) 788 30 14 98	raphael.rurangwa@gmail.com
Sénégal	**Ibra Sankarou NDIAYE** Coordonnateur National	Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT) BP 1831 Hann Maristes Dakar Sénégal	Tel + (221) 33 832 78 74 Fax : + (221) 33 832 39 74 Port : + (221) 77 798 00 60	ibrasndiaye@groundnut.sn ibousndiaye@yahoo.fr
Sénégal	**Tanor DIENG** Expert en Suivi-Evaluation	Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT) BP 1831 Hann Maristes Dakar Sénégal	Tel + (221) 33 832 78 74 Fax : + (221) 33 832 39 74	tanordieng@yahoo.com
Sénégal	**Moussa DIOUF** Coordonnateur de Projet	Projet PGIES	Tél. + (221) 33 832 13 85	mdiouf@refer.sn mdiouf580@gmail.com
Sénégal	**Moussa FALL** Chargé du volet Suivi/Evaluation	Projet PGIES	Tél. + (221) 33 832 13 85	agrofall@yahoo.fr
Sénégal	**Henry René DIOUF** Associer aux Programmes	PNUD Centre Régional Dakar Sénégal.	Tel: +(221) 33 869 06 32	henry.rene.diouf@undp.org
Sénégal	**Josep GARI** Conseiller Régional,	PNUD Centre Régional Dakar Sénégal.	Tel: +(221) 33 869 06 39	josep.gari@undp.org
Sénégal	**Josephe C Christella NGO INNACK** Assistant Programme	PNUD Centre Régional Dakar Sénégal.	Tel: + (221) 33 869 06 79 Mob:+ (221) 77 360 28 92	christella.innack@undp.org
Sénégal	**François-Corneille KEDOWIDE** Conseiller Régional Suivi-évaluation	PNUD Centre Régional Dakar	Bur: + 221 33 869 06 78	francois-corneille.kedowide@undp.org

		Sénégal.	Mob:+221 77 529 13 82	
Sénégal	**Mame Dagou DIOP** Conseiller Technique Régional	PNUD Centre Régional Dakar Sénégal.	Bur: + 221 33 869 06 78 Mob:+221 77 529 13 83	dagouwet@yahoo.fr
Sénégal	**Nicolas DRUNET** JPO	PNUD Centre Régional Dakar Sénégal.	Bur: + 221 33 869 06 78 Mob:+221 77 529 13 84	nicolas.drunet@undp.org

3.3 Résultats des travaux en groupe

3.3.1 Groupe de travail 1 (Burkina Faso, Guinée Bissau, Burundi, RCA)

1. Quels ont été les plus grands succès atteints

	PAN	SFI	CII = CSI=GDT	PARTENARIAT
GB	Attente d'adoption	Non	Non	Non
BUR	Oui	Non	Non	En perspective pour 2010
BF	Oui	Non	En élaboration	En perspective pour 2010
RCA	Oui	En élaboration	Non	Opérationnalisation du cadre de partenariat en 2010

2. Quels ont été les plus grands défis rencontrés

	PAN	SFI	CII	PARTENARIAT
GB	Financement pour la finalisation	-	-	Cadre de partenariat
BUR	Financement m.o.	-	-	-
BF	Financement m.o.	-	Expertise	Efficience temporelle
RCA	Financement m.o.	Expertise	-	Efficience temporelle

3. Quelles sont vos priorités pour 2010 ?

	PAN	SFI	CII	PARTENARIAT
GB	Adoption par Gov	Mobiliser ressources pour démarrage	Démarrer	Mettre en place
BUR	Mise en œuvre	Démarrer	Démarrer	Mettre en place
BF	Mise en œuvre.	Démarrer	Elaboration	Formalisation
RCA	Intégration dans le DSRP	Finalisation et adoption	Démarrage	Opérationnalisation

4. Quels sont vos besoins d'appui technique prioritaires ?

	PAN	SFI	CII	PARTENARIAT
GB	Expertise et renforcement des capacités	Expertise	Expertise	Partage d'expériences et outils
BUR	-	Expertise Partage d'expériences	Partage d'expérience	Partage d'expériences
BF	-	Expertise Partage d'expériences	Partage d'expériences et outils	Partage d'expériences
RCA	Partage d'expérience avec le BF	Expertise du MM	Expertise du MM pour adhésion au processus TerrAfrica	Partage d'expériences

3.3.2 Groupe de travail 2 (Niger, Rwanda, Cameroun, Cap Vert)

1. Quels ont été les plus grands succès atteints

- L'existence de PAN/LCD
- Plus grand intérêt des politiques sur les questions de la GDT (Évolution institutionnelle)
- Existence de groupes ou comite de travail pour la GDT (3/4)
- Existence de la plateforme TerrAfrica
- Processus d'élaboration de stratégie de mobilisation de ressources en cours (CSI/GDT; SFI)
- Intérêt pour la gouvernance locale des ressources naturelle (décentralisation)

2. Quels ont été les plus grands défis rencontrés

- Mise en œuvre du PAN
- Intégration effective de la GDT dans les politiques et stratégies
- Mobilisation des acteurs de la GDT
- Mobilisation des ressources pour soutenir les efforts de GDT
- Accompagnement des structures (points focaux, comite de pilotage, organe de coordination, etc…

3. Quelles sont vos priorités pour 2010 ?

- Mainstreaming (Intégration) de la GDT
- Développement du partenariat pour la GDT
- Renforcement des capacités des acteurs

4. Quels sont vos besoins d'appui technique prioritaires ?

- Appui a la finalisation/élaboration des CSI (appui extérieur)
- Études pour l'intégration dans les documents de stratégie disponibles (complément extérieur)
- Appui pour le plaidoyer pour la GDT - élaboration et mise en œuvre de la stratégie de communication (appui complémentaire)
- Capitalisation des expériences et échanges intra et inter états - best practices – appui complémentaire
- Appui aux communautés locales pour la mise en œuvre des PAN/GDT - actions pilotes sous le partenariat Etat-ONGs

3.3.3 Groupe de travail 3 (RDC, Sénégal, Guinée Equatoriale)

1. Quels ont été les plus grands succès atteints

- Dimension GDT intégré dans le DSRP2
- Dimension GDT prise en compte dans le projet de loi cadre sur l'environnement en discussion au parlement
- Existence d'une unité officielle de GDT au Ministère de l'Environnement
- Elaboration de 5 fiches de projets GDT pour le programme d'actions prioritaires du gouvernement
- Budgétisation et mise en œuvre de la GDT à travers le CSDMT
- Existence d'une Lettre de Politique Sectorielle environnementale
- Prise en compte de la GDT dans la planification locale

2. Quels ont été les plus grands défis rencontrés

- Mobilisation de ressources financières pour la mise en œuvre de la GDT
- Rendre opérationnel le cadre de partenariat sur la GDT
- Faiblesse des ressources humaines en matière de GDT (par ex G.E.)

3. Quelles sont vos priorités pour 2010 ?

- Renforcement capacités humaines en matière de GDT
- Finalisation du CSI et sa mise en œuvre en RDC
- Elaborer un cadre d'investissement stratégique sur la GDT (Sénégal)

4. Quels sont vos besoins d'appui technique prioritaires ?

- Appuyer les activités habilitantes
- Appui à la prise en compte de la GDT dans le DSRP2